

**C-16**

First Session, Thirty-seventh Parliament,  
49-50 Elizabeth II, 2001

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-16**

An Act respecting the registration of charities and security  
information and to amend the Income Tax Act

---

First reading, March 15, 2001

---

**C-16**

Première session, trente-septième législature,  
49-50 Elizabeth II, 2001

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**PROJET DE LOI C-16**

Loi concernant l'enregistrement des organismes de  
bienfaisance et les renseignements de sécurité et  
modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

---

Première lecture le 15 mars 2001

---

THE SOLICITOR GENERAL OF CANADA

LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

## SUMMARY

The enactment governs the protection and use of security and criminal intelligence in determining the eligibility for registration of a charity under the *Income Tax Act*. It provides a means to prevent organizations that engage in terrorism or activities in support of terrorism from benefiting from the tax privileges granted to registered charities under that Act. On the basis of a certificate setting out such facts in relation to a charity and found to be reasonable by a judge of the Federal Court, the Minister of National Revenue may refuse to register the charity or revoke the registration of the registered charity.

## SOMMAIRE

Le texte régit la protection et l'utilisation des renseignements en matière de sécurité et de criminalité qui servent à déterminer l'admissibilité à l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance sous le régime de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il crée un cadre qui permet d'empêcher qu'une organisation qui se livre à des actes de terrorisme ou soutient de tels actes profite des avantages fiscaux conférés par le statut d'organisme de bienfaisance enregistré sous le régime de cette loi. Sur le fondement du certificat qui établit de tels faits relativement à un organisme de bienfaisance et qui est jugé raisonnable par un juge de la Cour fédérale, le ministre du Revenu national peut refuser l'enregistrement à l'organisme de bienfaisance ou révoquer celui de l'organisme de bienfaisance déjà enregistré.

All parliamentary publications are available on the  
Parliamentary Internet Parlementaire  
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le  
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »  
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE REGISTRATION OF CHARITIES  
AND SECURITY INFORMATION AND TO AMEND THE  
INCOME TAX ACT

	SHORT TITLE
1.	Short title
	PURPOSE AND PRINCIPLES
2.	Purpose
	INTERPRETATION
3.	Definitions
	SECURITY AND CRIMINAL INTELLIGENCE REPORTS
4.	Certificate
	JUDICIAL CONSIDERATION OF CERTIFICATE
5.	Notice
6.	Reference
	EVIDENCE
7.	Evidence
8.	Admission of foreign information obtained in confidence
9.	Ineligibility or revocation
	REVIEW OF CERTIFICATE
10.	Review of certificate
11.	Review by Court
12.	Publication of spent certificate
13.	Term of a certificate
14.	Regulations
	AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT
15-19.	<i>Income Tax Act</i>
	COORDINATING AMENDMENT
20.	Bill C-11
	COMING INTO FORCE
21.	Coming into force

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT L'ENREGISTREMENT DES  
ORGANISMES DE BIENFAISANCE ET LES  
RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ ET MODIFIANT LA LOI  
DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

	TITRE ABRÉGÉ
1.	Titre abrégé
	OBJET ET PRINCIPES
2.	Objet
	DÉFINITIONS
3.	Définitions
	RENSEIGNEMENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ OU DE CRIMINALITÉ
4.	Certificat
	EXAMEN JUDICIAIRE DU CERTIFICAT
5.	Avis
6.	Examen judiciaire
	PREUVE
7.	Preuve
8.	Renseignements secrets obtenus de gouvernements étrangers
9.	Inadmissibilité ou révocation
	RÉVISION DU CERTIFICAT
10.	Révision ministérielle
11.	Révision judiciaire
12.	Publication
13.	Durée de validité
14.	Règlements
	MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
15-19.	<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>
	DISPOSITIONS DE COORDINATION
20.	Projet de loi C-11
	ENTRÉE EN VIGUEUR
21.	Entrée en vigueur

## BILL C-16

## PROJET DE LOI C-16

An Act respecting the registration of charities and security information and to amend the Income Tax Act

Loi concernant l'enregistrement des organismes de bienfaisance et les renseignements de sécurité et modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Charities Registration (Security Information) Act*.

1. *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*. 5

Titre abrégé

### PURPOSE AND PRINCIPLES

### OBJET ET PRINCIPES

Purpose

2. (1) The purpose of this Act is to show Canada's commitment to participate in concerted international efforts to deny support to those who engage in terrorism, to protect the integrity of the registration system for charities under the *Income Tax Act* and to maintain the confidence of Canadian taxpayers that the benefits of charitable registration are made available only to organizations that operate exclusively for charitable purposes.

2. (1) La présente loi a pour objet de traduire l'engagement du Canada à participer à l'effort concerté déployé à l'échelle internationale pour priver de soutien ceux qui s'adonnent au terrorisme, de protéger l'intégrité du système d'enregistrement des organismes de bienfaisance sous le régime de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et d'assurer les contribuables canadiens que les avantages conférés par tel enregistrement ne profitent qu'à des organismes administrés exclusivement à des fins de bienfaisance.

Objet

Principles

(2) The purpose of this Act is to be carried out in recognition of, and in accordance with, the following principles:

(2) L'atteinte de l'objet de la présente loi repose sur les principes suivants :

Principes

(a) maintaining taxpayers' confidence may require reliance on information that, if disclosed, would injure national security or the safety of persons; and

a) pour donner cette assurance aux contribuables canadiens, on peut avoir à utiliser des renseignements dont la divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à celle de personnes;

(b) the process for relying on the information referred to in paragraph (a) in determining eligibility to become or remain a registered charity must be as fair and transparent as possible having regard to national security or the safety of persons.

b) l'utilisation des renseignements visés à l'alinéa a) pour déterminer l'admissibilité au statut d'organisme de bienfaisance enregistré doit se faire de la façon la plus équitable et transparente possible, compte tenu de la sécurité nationale ou de celle de personnes.

	INTERPRETATION	DÉFINITIONS	
Definitions	<b>3.</b> The following definitions apply in this Act.	<b>3.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"applicant" « demandeur »	"applicant" means a corporation, an organization or a trust that applies to the Minister of National Revenue to become a registered charity.	« demandeur » Personne morale, organisation ou fiducie qui demande au ministre du Revenu national de bénéficier du statut d'organisme de bienfaisance enregistré.	« demandeur » "applicant"
"judge" « juge »	"judge" means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of the Trial Division of that Court designated by the Chief Justice.	« juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de la Section de première instance de ce tribunal désigné par le juge en chef.	« juge » "judge"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Solicitor General of Canada.	« ministre » Le solliciteur général du Canada.	« ministre » "Minister"
"registered charity" « organisme de bienfaisance enregistré »	"registered charity" means a registered charity as defined in subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i> .	« organisme de bienfaisance enregistré » Organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	« organisme de bienfaisance enregistré » "registered charity"
	SECURITY AND CRIMINAL INTELLIGENCE REPORTS	RENSEIGNEMENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ OU DE CRIMINALITÉ	
Certificate	<b>4.</b> The Minister and the Minister of National Revenue may sign a certificate stating that it is their opinion, based on security or criminal intelligence reports, that there are reasonable grounds to believe  (a) that an applicant or registered charity made available any of its resources, directly or indirectly, to an organization or person and that the organization or person was at that time, and continues to be, engaged in terrorism or activities in support of terrorism; or  (b) that an applicant or registered charity makes or will make available any of its resources, directly or indirectly, to an organization or person and that the organization or person engages or will engage in terrorism or activities in support of terrorism.	<b>4.</b> Le ministre et le ministre du Revenu national peuvent signer un certificat attestant qu'ils estiment, sur le fondement de renseignements en matière de sécurité ou de criminalité, avoir des motifs raisonnables de croire, selon le cas :  a) d'une part, qu'un demandeur ou un organisme de bienfaisance enregistré a mis, directement ou indirectement, des ressources à la disposition d'une organisation ou d'une personne et, d'autre part, que cette organisation ou personne se livrait à ce moment, et se livre encore, à des actes de terrorisme ou à des activités de soutien à de tels actes;  b) d'une part, qu'un demandeur ou un organisme de bienfaisance enregistré met ou mettra, directement ou indirectement, des ressources à la disposition d'une organisation ou d'une personne et, d'autre part, que cette organisation ou personne se livre ou se livrera à des actes de terrorisme ou à des activités de soutien à de tels actes.	Certificat

## JUDICIAL CONSIDERATION OF CERTIFICATE

## EXAMEN JUDICIAIRE DU CERTIFICAT

Notice

5. (1) As soon as the Minister of National Revenue and the Minister have signed a certificate, the Minister, or a person authorized by the Minister, shall cause the applicant or registered charity to be served, personally or by registered letter sent to its last known address, with a copy of the certificate and a notice informing it that the certificate will be referred to the Federal Court not earlier than seven days after service of the notice and that, if the certificate is determined to be reasonable, it will be ineligible to become a registered charity or that its registration as a registered charity will be revoked.

5. (1) Dès la signature du certificat par le ministre du Revenu national et le ministre, celui-ci ou son délégué est tenu de faire signifier au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré — à personne ou sous pli recommandé à sa dernière adresse connue — une copie du certificat et un avis l'informant que le certificat sera déposé à la Cour fédérale, au plus tôt sept jours après la signification, et du fait que, s'il est jugé raisonnable, le demandeur sera inadmissible à l'enregistrement ou l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance enregistré sera révoqué.

Avis

Restriction

(2) The certificate served under subsection (1) and any matters arising out of the certificate are not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with, except in accordance with this Act.

(2) Le certificat signifié au titre du paragraphe (1), ou toute question liée à celui-ci, ne peut faire l'objet de contrôle, de restriction, de prohibition, d'évocation, d'annulation ni d'aucune autre intervention, sauf en conformité avec la présente loi.

Restriction

Non-publication or confidentiality order

(3) Despite subsection (2), the applicant or registered charity may apply to a judge for an order

(3) Toutefois, le demandeur ou l'organisme de bienfaisance enregistré peut demander au juge :

Non-publication ou confidentialité

(a) directing that the identity of the applicant or registered charity not be published or broadcast in any way except in accordance with this Act; or

a) de rendre une ordonnance interdisant la publication ou la diffusion de quelque façon que ce soit de son identité, sauf en conformité avec la présente loi;

(b) that any documents to be filed with the court in connection with the reference be treated as confidential.

b) d'ordonner que les documents déposés auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne l'examen judiciaire soient considérés comme confidentiels.

No appeal

(4) A decision on an application mentioned in subsection (3) is not subject to appeal or review by any court at the instance of a party to the application.

(4) Les parties à la demande ne peuvent interjeter appel ni demander la révision judiciaire d'une ordonnance rendue au titre du paragraphe (3).

Aucun appel

Reference

(5) Seven days after service of the notice under subsection (1), or as soon after that as is practicable, the Minister or a person authorized by the Minister shall

(5) Dès que possible après la signification de l'avis prévu au paragraphe (1), mais au plus tôt sept jours après celle-ci, le ministre ou son délégué est tenu :

Transmission

(a) file a copy of the certificate in the Federal Court for it to make a determination under paragraph 6(1)(d); and

a) de déposer une copie du certificat à la Cour fédérale pour qu'il en soit disposé au titre de l'alinéa 6(1)d);

(b) cause the applicant or registered charity to be served, personally or by registered letter sent to its last known address, with a notice informing it of the filing of the certificate.

b) de faire signifier au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré — à personne ou sous pli recommandé à sa dernière adresse connue — un avis l'informant du dépôt.

Reference

**6.** (1) When the certificate is referred to the Federal Court, the judge shall, without delay,

(a) examine, in private, the security or criminal intelligence reports considered by the Minister and the Minister of National Revenue and hear any other evidence or information that may be presented by or on behalf of those Ministers and may, on the request of the Minister or the Minister of National Revenue, hear all or part of that evidence or information in the absence of the applicant or the registered charity and any counsel representing it, if the judge is of the opinion that disclosure of the information would injure national security or the safety of persons;

(b) provide the applicant or the registered charity with a statement summarizing the information available to the judge so as to enable the applicant or registered charity to be reasonably informed of the circumstances giving rise to the certificate, without disclosing any information the disclosure of which would, in the judge's opinion, injure national security or the safety of persons;

(c) provide the applicant or registered charity with a reasonable opportunity to be heard; and

(d) determine whether the certificate is reasonable on the basis of the information available to the judge and, if found not to be reasonable, quash it.

**6.** (1) Dès que la Cour fédérale est saisie du certificat, le juge procède de la façon suivante :

a) il examine à huis clos les renseignements en matière de sécurité ou de criminalité que le ministre et le ministre du Revenu national ont pris en considération et recueille les autres éléments de preuve ou d'information présentés par ces derniers ou en leur nom; il peut, à la demande du ministre ou du ministre du Revenu national, recueillir tout ou partie de ces éléments en l'absence du demandeur ou de l'organisme de bienfaisance enregistré et du conseiller le représentant, s'il estime que leur divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à celle de personnes;

b) il fournit au demandeur ou à l'organisme un résumé des renseignements dont il dispose — sauf ceux dont la divulgation pourrait, à son avis, porter atteinte à la sécurité nationale ou à celle de personnes — afin de lui permettre d'être suffisamment informé des circonstances ayant donné lieu au certificat;

c) il donne au demandeur ou à l'organisme la possibilité d'être entendu;

d) il décide si le certificat est raisonnable compte tenu des renseignements dont il dispose ou, dans le cas contraire, l'annule.

Examen  
judiciaireNo appeal or  
review

(2) A determination under paragraph (1)(d) is not subject to appeal or review by any court.

(2) La décision rendue au titre de l'alinéa (1)d) n'est susceptible ni d'appel ni de révision judiciaire.

Aucun appel

## EVIDENCE

## PREUVE

Evidence

**7.** For the purposes of subsection 6(1), the judge may, subject to section 8, admit any relevant information, whether or not the information is or would be admissible in a court of law, and base the determination under paragraph 6(1)(d) on that information.

**7.** Pour l'application du paragraphe 6(1), le juge peut, sous réserve de l'article 8, admettre en preuve les renseignements pertinents, indépendamment de leur recevabilité devant les tribunaux, et peut se fonder sur eux pour rendre sa décision au titre de l'alinéa 6(1)d).

Preuve

Admission of  
foreign  
information  
obtained in  
confidence

**8.** (1) For the purposes of subsection 6(1), in private and in the absence of the applicant or registered charity or any counsel representing it,

**8.** (1) Pour l'application du paragraphe 6(1), procédant à huis clos et en l'absence du demandeur ou de l'organisme de bienfaisance enregistré ou du conseiller le représentant :

Renseignements secrets  
obtenus de  
gouvernements  
étrangers

(a) the Minister or the Minister of National Revenue may make an application to the judge for the admission of information obtained in confidence from a government, an institution or an agency of a foreign state, 5 from an international organization of states or from an institution or an agency of an international organization of states; and

(b) the judge shall examine the information and provide counsel representing the Minister or the Minister of National Revenue with a reasonable opportunity to be heard as to whether the information is relevant but should not be disclosed to the applicant or registered charity or any counsel representing it because the disclosure would injure national security or the safety of persons. 15

(2) The information shall be returned to counsel representing the minister who made the application and shall not be considered by the judge in making the determination under paragraph 6(1)(d), if

(a) the judge determines that the information is not relevant;

(b) the judge determines that the information is relevant but should be summarized in the statement to be provided under paragraph 6(1)(b); or

(c) the minister withdraws the application.

(3) If the judge decides that the information is relevant but that its disclosure would injure national security or the safety of persons, the information shall not be disclosed in the statement mentioned in paragraph 6(1)(b), but the judge may base the determination under paragraph 6(1)(d) on it. 30

**9.** (1) A certificate that is determined to be reasonable under paragraph 6(1)(d) is conclusive proof that, in the case of an applicant, it is ineligible to become a registered charity or, in the case of a registered charity, that it does not comply with the requirements to continue to be a registered charity. 40

(2) The Minister shall, without delay after a certificate is determined to be reasonable, cause the certificate to be published in the *Canada Gazette*. 45

a) le ministre ou le ministre du Revenu national peut présenter au juge une demande en vue de faire admettre en preuve des renseignements obtenus sous le sceau du secret de gouvernements d'États étrangers, 5 d'organisations internationales d'États ou de leurs agences ou institutions;

b) le juge examine les renseignements et accorde au représentant du ministre qui a présenté la demande la possibilité de lui présenter ses arguments sur la pertinence des renseignements et le fait qu'ils ne devraient pas être divulgués au demandeur ou à l'organisme ou au conseiller le représentant parce que cette divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à celle de personnes. 15

(2) Ces renseignements sont renvoyés au représentant du ministre qui a présenté la demande et ne peuvent servir de fondement à la décision rendue au titre de l'alinéa 6(1)d) dans les cas suivants :

a) le juge détermine qu'ils ne sont pas pertinents;

b) le juge détermine qu'ils sont pertinents, mais qu'ils devraient faire partie du résumé à fournir au titre de l'alinéa 6(1)b);

c) le ministre qui a présenté la demande la retire.

(3) Si le juge décide que ces renseignements sont pertinents mais que leur divulgation au titre de l'alinéa 6(1)b) porterait atteinte à la sécurité nationale ou à celle de personnes, il ne les inclut pas dans le résumé mais peut s'en servir comme fondement à la décision qu'il rend au titre de l'alinéa 6(1)d). 30

**9.** (1) Le certificat jugé raisonnable au titre de l'alinéa 6(1)d) établit de façon concluante que, selon le cas, le demandeur n'est pas admissible au statut d'organisme de bienfaisance enregistré ou l'organisme de bienfaisance enregistré ne se conforme plus aux exigences relatives à son enregistrement. 40

(2) Dès que le certificat est jugé raisonnable, le ministre le fait publier dans la *Gazette du Canada*. 45

Return of information

Renvoi des renseignements

Use of information

Utilisation des renseignements

Ineligibility or revocation

Inadmissibilité ou révocation

Publication

Publication

## REVIEW OF CERTIFICATE

## RÉVISION DU CERTIFICAT

Review of certificate	<p><b>10.</b> (1) An applicant or registered charity in relation to which a certificate was determined to be reasonable under paragraph 6(1)(d) and that believes that there has been a material change in circumstances since the determination made under that paragraph may apply in writing to the Minister for a review of the certificate by the Minister and the Minister of National Revenue.</p>	<p><b>10.</b> (1) Le demandeur ou l'organisme de bienfaisance enregistré qui a fait l'objet d'un certificat jugé raisonnable au titre de l'alinéa 6(1)d) et qui croit que la situation a évolué d'une manière importante depuis ce jugement peut, en s'adressant par écrit au ministre, demander à celui-ci et au ministre du Revenu national de réviser le certificat.</p>	Révision ministérielle
Notice to Minister of National Revenue	<p>(2) The Minister shall, without delay, notify the Minister of National Revenue of an application for review.</p>	<p>(2) Le ministre notifie la demande au ministre du Revenu national sans délai.</p>	10 Notification du ministre du Revenu national
Information for review	<p>(3) For the purpose of a review, the ministers may consider any information submitted by the applicant or registered charity that applied for the review and any security or criminal intelligence reports that are made available to the ministers.</p>	<p>(3) Afin de statuer sur la demande, les ministres peuvent prendre en compte les renseignements présentés par l'auteur de la demande et les renseignements en matière de sécurité et de criminalité qui sont mis à leur disposition.</p>	Renseignements
Time for decision	<p>(4) The ministers shall make their decision on an application for review within 120 days after receipt of the application by the Minister.</p>	<p>(4) Les ministres rendent leur décision dans les cent vingt jours suivant la réception de la demande par le ministre.</p>	Délai de 120 jours
Decision on review	<p>(5) On a review, the ministers may decide that, since the certificate was determined to be reasonable,</p> <p>(a) there has not been a material change in circumstances and in that case the ministers will deny the application; or</p> <p>(b) there has been a material change in circumstances and in that case the ministers will either, on the grounds referred to in section 4,</p> <p>(i) continue the certificate in effect, or</p> <p>(ii) cancel the certificate as of the date of the decision.</p>	<p>(5) Ils peuvent décider que, depuis que le certificat a été jugé raisonnable :</p> <p>a) ou bien la situation n'a pas évolué d'une manière importante et rejeter la demande;</p> <p>b) ou bien la situation a évolué d'une manière importante et que le certificat, pour les motifs visés à l'article 4 :</p> <p>(i) soit continue d'avoir effet,</p> <p>(ii) soit est révoqué à la date de leur décision.</p>	20 Décision
Automatic cancellation	<p>(6) If no decision is made within a period of 120 days after receipt of the application, the certificate is cancelled on the expiration of that period.</p>	<p>(6) Si la décision n'est pas rendue dans le délai de cent vingt jours suivant la réception de la demande, le certificat est révoqué à l'expiration de ce délai.</p>	30 Révocation automatique
Notice to applicant	<p>(7) As soon as a decision is made or the certificate is cancelled under subsection (6), the Minister, or a person authorized by the Minister, shall cause the applicant or registered charity that applied for the review to be served, personally or by registered letter sent</p>	<p>(7) Dès que la décision est rendue ou que le certificat est révoqué en application du paragraphe (6), le ministre ou son délégué fait signifier ce fait à l'auteur de la demande, à personne ou sous pli recommandé à sa dernière adresse connue.</p>	40 Avis au demandeur

to its last known address, with notice of the decision or cancellation.

Review by Court

**11.** (1) An applicant or registered charity that applied for a review under subsection 10(1) may, after giving written notice to the Minister who in turn shall notify the Minister of National Revenue, apply to the Federal Court for a review of the decision made under paragraph 10(5)(a) or subparagraph 10(5)(b)(i). The review is to be carried out in accordance with section 6, with any modifications that the circumstances require.

**11.** (1) L'auteur de la demande de révision prévue au paragraphe 10(1) peut demander à la Cour fédérale de réviser la décision rendue au titre de l'alinéa 10(5)a) ou du sous-alinéa 10(5)b)(i). Il donne au ministre un préavis écrit de la demande. Celui-ci en fait part au ministre du Revenu national. Le tribunal procède à la révision conformément à l'article 6, avec les adaptations nécessaires.

Révision judiciaire

Referral to Ministers

(2) If the Court quashes a decision of the ministers made under paragraph 10(5)(a), it will refer the application to the ministers for a decision under paragraph 10(5)(b).

(2) Dans le cas où la Cour fédérale annule la décision des ministres rendue au titre de l'alinéa 10(5)a), elle leur renvoie la demande pour décision au titre de l'alinéa 10(5)b).

Renvoi devant les ministres

Cancellation of certificate

(3) If the Court quashes a decision of the Ministers made under subparagraph 10(5)(b)(i), the certificate is cancelled as of the date the decision is quashed.

(3) Dans le cas où la Cour fédérale annule la décision des ministres rendue au titre du sous-alinéa 10(5)b)(i), le certificat est révoqué à la date de l'annulation.

Effet de l'annulation

No appeal

(4) The determination of the Court is not subject to appeal or judicial review.

(4) La décision de la Cour fédérale n'est susceptible ni d'appel ni de révision judiciaire.

Aucun appel

Publication of spent certificate

**12.** The Minister shall, in a manner that mentions the original publication of the certificate, cause to be published in the *Canada Gazette* notice of the cancellation of a certificate by reason of

- (a) a decision made under subparagraph 10(5)(b)(ii);
- (b) the operation of subsection 10(6); or
- (c) a determination of the Federal Court under section 11 quashing a decision made under subparagraph 10(5)(b)(i).

**12.** Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada*, avec une mention du certificat publié antérieurement, un avis de :

- a) la décision rendue au titre du sous-alinéa 10(5)b)(ii);
- b) la révocation d'un certificat en application du paragraphe 10(6);
- c) la décision de la Cour fédérale rendue au titre de l'article 11 annulant la décision rendue au titre du sous-alinéa 10(5)b)(i).

Publication

Term of a certificate

**13.** Unless it is earlier cancelled, a certificate is effective for a period of three years beginning on the day it is first determined to be reasonable under paragraph 6(1)(d).

**13.** Sauf si un certificat est révoqué avant son terme, sa durée de validité est de trois ans à compter de la date à laquelle il est, en premier lieu, jugé raisonnable au titre de l'alinéa 6(1)d).

Durée de validité

Regulations

**14.** The Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary for carrying out the purposes and provisions of this Act.

**14.** Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires à l'application de la présente loi.

Règlements

R.S., c. 1 (5th Supp.)

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE  
REVENUL.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)**15. Section 168 of the *Income Tax Act* is amended by adding the following after subsection (2):***Charities Registration (Security Information) Act*

(3) Despite subsections (1) and (2), if a registered charity is the subject of a certificate that is determined to be reasonable under paragraph 6(1)(d) of the *Charities Registration (Security Information) Act*, the registration of the charity is revoked as of the making of that determination.

10

**15. L'article 168 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance est révoqué dès qu'un certificat le concernant est jugé raisonnable au titre de l'alinéa 6(1)d) de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*.

10

*Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)***16. (1) Section 172 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**Exception —  
*Charities Registration (Security Information) Act*

(3.1) Paragraphs (3)(a) and (a.1) do not apply to an applicant or a registered charity that is the subject of a certificate that has been determined to be reasonable under paragraph 6(1)(d) of the *Charities Registration (Security Information) Act*.

15

**16. (1) L'article 172 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(3.1) Les alinéas (3)a) et a.1) ne s'appliquent pas au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré visé par un certificat jugé raisonnable au titre de l'alinéa 6(1)d) de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*.

15

Exception :  
*Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)***(2) The portion of subsection 172(4) of the Act after paragraph (f) is replaced by the following:**

where the Minister has not notified the applicant of the disposition of the application within 180 days after the filing of the application with the Minister, and, in any such case, subject to subsection (3.1), an appeal from the refusal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection (3) may, notwithstanding subsection 180(1), be instituted under section 180 at any time by filing a notice of appeal in the Court.

25

**(2) Le passage du paragraphe 172(4) de la même loi suivant l'alinéa f) est remplacé par ce qui suit :**

lorsqu'il n'a pas avisé le demandeur de sa décision concernant la demande dans les cent quatre-vingts jours suivant son dépôt; dans ce cas, sous réserve du paragraphe (3.1), un appel du refus peut, à tout moment malgré le paragraphe 180(1), être interjeté conformément au paragraphe (3) et en vertu de l'article 180, à la Cour d'appel fédérale par le dépôt d'un avis d'appel à cette cour.

30

**(3) Section 172 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**Exception —  
*Charities Registration (Security Information) Act*

(4.1) An appeal referred to in subsection (3) or (4) is suspended when an applicant or a registered charity is, under paragraph 5(b) of the *Charities Registration (Security Information) Act*, served with a copy of a certificate that has been signed under that Act, whether the appeal was instituted before or after the certificate was so signed, and

40

**(3) L'article 172 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(4.1) L'appel visé aux paragraphes (3) ou (4) est suspendu dès qu'est signifiée au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré, en vertu de l'alinéa 5b) de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*, une copie d'un certificat signé en application de cette loi, peu importe que l'appel ait été interjeté avant ou après la signature du certificat. L'appel suspendu est :

40

Exception :  
*Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*

(a) discontinued on the determination, under paragraph 6(1)(d) of that Act, that the certificate is reasonable; or

(b) reinstated as of the date the certificate is, under paragraph 6(1)(d) of that Act, quashed.

a) annulé dès que le certificat est jugé raisonnable au titre de l'alinéa 6(1)d) de cette loi;

b) rétabli à compter de l'annulation du certificat au titre de l'alinéa 6(1)d) de cette loi.

**17. The description of A in paragraph 188(1)(a) of the Act is replaced by the following:**

A is the total of all amounts each of which is the fair market value of an asset of the charity on the day (in this section referred to as the "valuation day") that is 120 days before the day on which

(i) the notice of the Minister's intention to revoke the charity's registration is mailed, if the registration is revoked under subsection 168(2), or

(ii) the charity is, under paragraph 5(b) of the *Charities Registration (Security Information) Act*, served with a copy of a certificate, if the registration is revoked under subsection 168(3).

**17. L'élément A de la formule figurant à l'alinéa 188(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

A représente le total des montants représentant chacun la juste valeur marchande d'un élément d'actif de l'organisme le cent-vingtième jour (appelé « jour de l'évaluation » au présent article) avant le jour :

(i) de la mise à la poste de l'avis d'intention du ministre de révoquer l'enregistrement de l'organisme, dans le cas d'une révocation en vertu du paragraphe 168(2),

(ii) de la signification du certificat à l'organisme en vertu de l'alinéa 5b) de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*, dans le cas d'une révocation en vertu du paragraphe 168(3).

**18. Paragraph 239(2.21)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) who is an official to whom taxpayer information has been provided for a particular purpose under paragraph 241(4)(a), (d), (f), (f.1), (i) or (j.1)

**18. L'alinéa 239(2.21)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement confidentiel a été fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 241(4)a), d), f), f.1), i) ou j.1),

**19. Subsection 241(4) of the Act is amended by adding the following after paragraph (f):**

(f.1) provide taxpayer information to an official solely for the purposes of the administration and enforcement of the *Charities Registration (Security Information) Act*;

**19. Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f),35 de ce qui suit :**

f.1) fournir un renseignement confidentiel à un fonctionnaire uniquement pour l'application et le contrôle d'application de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*;

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

**20. If Bill C-11, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the *Immigration and Refugee Protection Act* (the "other Act"), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of**

**20. En cas de sanction du projet de loi C-11, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 37<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou**

**section 1 of this Act and section 76 of the other Act,**

**(a) the definition “judge” in section 3 is repealed;**

**(b) the heading before section 4 and sections 4 to 9 are replaced by the following:**

CERTIFICATES BASED ON INTELLIGENCE AND CONFIDENTIAL INFORMATION

Definitions

**4.** The definitions in this section apply in sections 5 to 9.

“information”  
« renseignements »

“information” means security or criminal intelligence information and information that is obtained in confidence from a source in Canada, from the government of a foreign state, from an international organization of states or from an institution of either of them.

“judge”  
« juge »

“judge” means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of the Trial Division of that Court designated by the Chief Justice.

Certificate

**5.** The Minister and the Minister of National Revenue may sign a certificate that it is their opinion, based on information, that there are reasonable grounds to believe

(a) that an applicant or registered charity made available any of its resources, directly or indirectly, to an organization or person and that the organization or person was at that time, and continues to be, engaged in terrorism or activities in support of terrorism; or

(b) that an applicant or registered charity makes or will make available any of its resources, directly or indirectly, to an organization or person and that the organization or person engages or will engage in terrorism or activities in support of terrorism.

**à celle de l’article 76 de cette loi, la dernière en date étant à retenir :**

**a) la définition de « juge » à l’article 3 est abrogée;**

**b) l’intertitre précédant l’article 4 et les articles 4 à 9 sont remplacés par ce qui suit :**

CERTIFICATS FONDÉS SUR DES RENSEIGNEMENTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ OU DE CRIMINALITÉ

Définitions

**4.** Les définitions qui suivent s’appliquent aux articles 5 à 9.

« juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de la Section de première instance de ce tribunal désigné par le juge en chef.

« renseignements » Les renseignements en matière de sécurité ou de criminalité et ceux obtenus, sous le sceau du secret, de source canadienne ou du gouvernement d’un État étranger, d’une organisation internationale mise sur pied par des États ou l’un de leurs organismes.

« juge »  
“judge”

« renseignements »  
“information”

**5.** Le ministre et le ministre du Revenu national peuvent signer un certificat attestant qu’ils estiment, sur le fondement de renseignements, avoir des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

a) d’une part, qu’un demandeur ou un organisme de bienfaisance enregistré a mis, directement ou indirectement, des ressources à la disposition d’une organisation ou d’une personne et, d’autre part, que cette organisation ou personne se livrait à ce moment, et se livre encore, à des actes de terrorisme ou à des activités de soutien à de tels actes;

b) d’une part, qu’un demandeur ou un organisme de bienfaisance enregistré mettra, directement ou indirectement, des ressources à la disposition d’une organisation ou d’une personne et, d’autre part, que cette organisation ou personne se livre ou se livrera à des actes de terrorisme ou à des activités de soutien à de tels actes.

Certificat

## JUDICIAL CONSIDERATION OF CERTIFICATE

## EXAMEN JUDICIAIRE DU CERTIFICAT

Notice

6. (1) As soon as the Minister of National Revenue and the Minister have signed a certificate, the Minister, or a person authorized by the Minister, shall cause the applicant or registered charity to be served, personally or by registered letter sent to its last known address, with a copy of the certificate and a notice informing it that the certificate will be referred to the Federal Court not earlier than seven days after service of the notice and that, if the certificate is determined to be reasonable, it will be ineligible to become a registered charity or that its registration as a registered charity will be revoked.

6. (1) Dès la signature du certificat par le ministre du Revenu national et le ministre, celui-ci ou son délégué est tenu de faire signifier au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré — à personne ou sous pli recommandé à sa dernière adresse connue — une copie du certificat et un avis l'informant que le certificat sera déposé à la Cour fédérale, au plus tôt sept jours après la signification, et du fait que, s'il est jugé raisonnable, le demandeur sera inadmissible à l'enregistrement ou l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance enregistré sera révoqué.

Avis

Restriction

(2) The certificate served under subsection (1) and any matters arising out of the certificate are not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with, except in accordance with this Act.

(2) Le certificat signifié au titre du paragraphe (1), ou toute question liée à celui-ci, ne peut faire l'objet de contrôle, de restriction, de prohibition, d'évocation, d'annulation ni d'aucune autre intervention, sauf en conformité avec la présente loi.

Restriction

Non-publication or confidentiality order

(3) Despite subsection (2), the applicant or registered charity may apply to a judge for an order

(3) Toutefois, le demandeur ou l'organisme de bienfaisance enregistré peut demander au juge :

Non-publication or confidentiality

(a) directing that the identity of the applicant or registered charity not be published or broadcast in any way except in accordance with this Act; or

a) de rendre une ordonnance interdisant la publication ou la diffusion de quelque façon que ce soit de son identité, sauf en conformité avec la présente loi;

(b) that any documents to be filed with the court in connection with the reference be treated as confidential.

b) d'ordonner que les documents déposés auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne l'examen judiciaire soient considérés comme confidentiels.

No appeal

(4) A decision on an application mentioned in subsection (3) is not subject to appeal or review by any court at the instance of a party to the application.

(4) Les parties à la demande ne peuvent interjeter appel ni demander la révision judiciaire d'une ordonnance rendue au titre du paragraphe (3).

Aucun appel

Reference

(5) Seven days after service of the notice under subsection (1), or as soon after that as is practicable, the Minister or a person authorized by the Minister shall

(5) Dès que possible après la signification de l'avis prévu au paragraphe (1), mais au plus tôt sept jours après celle-ci, le ministre ou son délégué est tenu :

Transmission

(a) file a copy of the certificate in the Federal Court for it to make a determination under section 8; and

a) de déposer une copie du certificat à la Cour fédérale pour qu'il en soit disposé au titre de l'article 8;

(b) cause the applicant or registered charity to be served, personally or by registered letter sent to its last known address, with a notice informing it of the filing of the certificate.

b) de faire signifier au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré — à personne ou sous pli recommandé à sa dernière adresse connue — un avis l'informant du dépôt.

Judicial  
consideration

7. The following provisions govern the determination:

- (a) the judge shall hear the matter;
- (b) the judge shall ensure the confidentiality of the information on which the certificate is based and of any other evidence that may be provided to the judge if, in the opinion of the judge, its disclosure would be injurious to national security or to the safety of any person;
- (c) the judge shall deal with all matters as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness and natural justice permit;
- (d) the judge shall, without delay after the matter is referred to the Federal Court, examine the information and any other evidence in private;
- (e) on each request of the Minister or the Minister of National Revenue, the judge shall hear all or part of the information or evidence in the absence of the applicant or registered charity named in the certificate and their counsel if, in the opinion of the judge, its disclosure would be injurious to national security or to the safety of any person;
- (f) the information or evidence described in paragraph (e) shall be returned to the ministers and shall not be considered by the judge in determining whether the certificate is reasonable if either
- (i) the judge determines that the information or evidence is not relevant or, if it is relevant, that it should be part of the summary, or
- (ii) the matter is withdrawn;
- (g) the information or evidence described in paragraph (e) shall not be included in the summary but may be considered by the judge in determining whether the certificate is reasonable if the judge determines that the information or evidence is relevant but that its disclosure would be injurious to

7. Les règles suivantes s'appliquent à l'affaire :

Examen  
judiciaire

- a) le juge entend l'affaire;
- b) le juge est tenu de garantir la confidentialité des renseignements justifiant le certificat et des autres éléments de preuve qui pourraient lui être communiqués et dont la divulgation porterait atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui;
- c) il procède, dans la mesure où les circonstances et les considérations d'équité et de justice naturelle le permettent, sans formalisme et selon la procédure expéditive;
- d) dès que la Cour fédérale est saisie de l'affaire, il examine les renseignements et autres éléments de preuve à huis clos;
- e) à chaque demande du ministre ou du ministre du Revenu national, il examine, en l'absence du demandeur ou de l'organisme de bienfaisance enregistré et de son conseil, tout ou partie des renseignements ou autres éléments de preuve dont la divulgation porterait atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui;
- f) ces renseignements ou autres éléments de preuve doivent être remis aux ministres et ne peuvent servir de fondement à l'affaire soit si le juge décide qu'ils ne sont pas pertinents ou, l'étant, devraient faire partie du résumé, soit en cas de retrait de la demande;
- g) si le juge décide que ces renseignements ou autres éléments de preuve sont pertinents, mais que leur divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui, ils ne peuvent faire partie du résumé, mais peuvent servir de fondement à l'affaire;
- h) le juge fournit au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré, afin de lui permettre d'être suffisamment informé des circonstances ayant donné lieu au certificat, un résumé de la preuve ne comportant aucun élément dont la divulga-

5

10

15

20

25

30

35

40

5

10

15

20

25

30

35

40

45

	national security or to the safety of any person;	tion porterait atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui;	
	(h) the judge shall provide the applicant or registered charity with a summary of the information or evidence that enables it to be reasonably informed of the circumstances giving rise to the certificate, but that does not include anything that in the opinion of the judge would be injurious to national security or to the safety of any person if disclosed;	i) il donne au demandeur ou à l'organisme de bienfaisance enregistré la possibilité d'être entendu;	5
	(i) the judge shall provide the applicant or registered charity with an opportunity to be heard; and	j) il peut recevoir et admettre en preuve tout élément qu'il estime utile — même inadmissible en justice — et peut fonder sa décision sur celui-ci.	10
	(j) the judge may receive into evidence anything that, in the opinion of the judge, is appropriate, even if it is inadmissible in a court of law, and may base the decision on that evidence.		15
Determination that certificate is reasonable	<b>8. (1)</b> The judge shall determine whether the certificate is reasonable on the basis of the information and evidence available.	<b>8. (1)</b> Le juge décide du caractère raisonnable du certificat, compte tenu des renseignements et des autres éléments de preuve dont il dispose.	Décision favorable sur le certificat
Quashing certificate	(2) The judge shall quash a certificate if the judge is of the opinion that it is not reasonable.	(2) Il annule le certificat dont il ne peut conclure qu'il est raisonnable.	Annulation du certificat
Effect of decision	<b>9. (1)</b> A certificate that is determined to be reasonable under subsection 8(1) is conclusive proof that, in the case of an applicant, it is ineligible to become a registered charity or, in the case of a registered charity, that it does not comply with the requirements to continue to be a registered charity.	<b>9. (1)</b> Le certificat jugé raisonnable au titre du paragraphe 8(1) établit de façon concluante que, selon le cas, le demandeur n'est pas admissible au statut d'organisme de bienfaisance enregistré ou l'organisme de bienfaisance enregistré ne se conforme plus aux exigences relatives à son enregistrement.	Effet de la décision
Determination not reviewable	(2) The determination of the judge is final and is not subject to appeal or judicial review.	(2) La décision du juge est définitive et n'est pas susceptible d'appel ou de contrôle judiciaire.	Caractère définitif de la décision
Publication	(3) The Minister shall, without delay after a certificate is determined to be reasonable, cause the certificate to be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(3) Dès que le certificat est jugé raisonnable, le ministre le fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> .	Publication
	<b>(c) subsection 10(1) is replaced by the following:</b>	<b>c) le paragraphe 10(1) est remplacé par ce qui suit :</b>	30
Ministerial review	<b>10. (1)</b> An applicant or registered charity in relation to which a certificate was determined to be reasonable under subsection 8(1) and that believes that there has been a material change in circumstances since the determination made under that subsection may apply in	<b>10. (1)</b> Le demandeur ou l'organisme de bienfaisance enregistré qui a fait l'objet d'un certificat jugé raisonnable au titre du paragraphe 8(1) et qui croit que la situation a évolué d'une manière importante depuis ce jugement peut, en s'adressant par écrit au ministre,	Révision ministérielle

writing to the Minister for a review of the certificate by the Minister and the Minister of National Revenue.

**(d) the portion of paragraph 10(5)(b) before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(b) there has been a material change in circumstances and in that case will either, on the grounds referred to in section 5,

**(e) subsection 11(1) is replaced by the following:**

**11.** (1) An applicant or registered charity that applied for a review under subsection 10(1) may, after giving written notice to the Minister who in turn shall notify the Minister of National Revenue, apply to the Federal Court for a review of the decision made under paragraph 10(5)(a) or subparagraph 10(5)(b)(i). The review is to be carried out in accordance with section 7, with any modifications that the circumstances require.

**(f) section 13 is replaced by the following:**

**13.** Unless it is earlier cancelled, a certificate is effective for a period of three years beginning on the day it is first determined to be reasonable under subsection 8(1).

**(g) section 15 is replaced by the following:**

**15.** Section 168 of the *Income Tax Act* is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Despite subsections (1) and (2), if a registered charity is the subject of a certificate that is determined to be reasonable under subsection 8(1) of the *Charities Registration (Security Information) Act*, the registration of the charity is revoked as of the making of that determination.

**(h) subsection 16(1) is replaced by the following:**

**16.** (1) Section 172 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

demandeur à celui-ci et au ministre du Revenu national de réviser le certificat.

**d) le passage de l'alinéa 10(5)b) précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

b) ou bien la situation a évolué d'une manière importante et que le certificat, pour les motifs visés à l'article 5 :

**e) le paragraphe 11(1) est remplacé par ce qui suit :**

**11.** (1) L'auteur de la demande de révision prévue au paragraphe 10(1) peut demander à la Cour fédérale de réviser la décision rendue au titre de l'alinéa 10(5)a) ou du sous-alinéa 10(5)b)(i). Il donne au ministre un préavis écrit de la demande. Celui-ci en fait part au ministre du Revenu national. Le tribunal procède à la révision conformément à l'article 7, avec les adaptations nécessaires.

**f) l'article 13 est remplacé par ce qui suit :**

**13.** Sauf si un certificat est révoqué avant son terme, sa durée de validité est de trois ans à compter de la date à laquelle il est, en premier lieu, jugé raisonnable au titre du 25 paragraphe 8(1).

**g) l'article 15 est remplacé par ce qui suit :**

**15.** L'article 168 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonction, après le 30 paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance est révoqué dès qu'un certificat le concernant est jugé raisonnable au titre du 35 paragraphe 8(1) de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*.

**h) le paragraphe 16(1) est remplacé par ce qui suit :**

**16.** (1) L'article 172 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Review by Court

Term of a certificate

Charities Registration (Security Information) Act

Révision judiciaire

Durée de validité

Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)

Exception — Charities Registration (Security Information) Act

(3.1) Paragraphs (3)(a) and (a.1) do not apply to an applicant or a registered charity that is the subject of a certificate that has been determined to be reasonable under subsection 8(1) of the *Charities Registration (Security Information) Act*.

**(i) subsection 16(3) is replaced by the following:**

**(3) Section 172 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**

Exception — Charities Registration (Security Information) Act

(4.1) An appeal referred to in subsection (3) or (4) is suspended when an applicant or a registered charity is, under subsection 6(2) of the *Charities Registration (Security Information) Act*, served with a copy of a certificate that has been signed under that Act, whether the appeal was instituted before or after the certificate was so signed, and

(a) discontinued on the determination, under subsection 8(1) of *that Act*, that the certificate is reasonable; or

(b) reinstated as of the date the certificate is, under subsection 8(2) of *that Act*, quashed.

**(j) section 17 is replaced by the following:**

**17. The description of A in paragraph 188(1)(a) of the Act is replaced by the following:**

A is the total of all amounts each of which is the fair market value of an asset of the charity on the day (in this section referred to as the “valuation day”) that is 120 days before the day on which

(i) the notice of the Minister’s intention to revoke the charity’s registration is mailed, if the registration is revoked under subsection 168(2), or

(ii) the charity is, under subsection 6(2) of the *Charities Registration (Security Information) Act*, served with a copy of a certificate, if the registration is revoked under subsection 168(3).

(3.1) Les alinéas (3)a) et a.1) ne s’appliquent pas au demandeur ou à l’organisme de bienfaisance enregistré visé par un certificat jugé raisonnable au titre du paragraphe 8(1) de la *Loi sur l’enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*.

**i) le paragraphe 16(3) est remplacé par ce qui suit :**

**(3) L’article 172 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(4.1) L’appel visé aux paragraphes (3) ou (4) est suspendu dès qu’est signifiée au demandeur ou à l’organisme de bienfaisance enregistré, en vertu du paragraphe 6(2) de la *Loi sur l’enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*, une copie d’un certificat signé en application de cette loi, peu importe que l’appel ait été interjeté avant ou après la signature du certificat. L’appel suspendu est :

a) annulé dès que le certificat est jugé raisonnable au titre du paragraphe 8(1) de cette loi;

b) rétabli à compter de l’annulation du certificat au titre du paragraphe 8(2) de cette loi.

**j) l’article 17 est remplacé par ce qui suit :**

**17. L’élément A de la formule figurant à l’alinéa 188(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

A représente le total des montants représentant chacun la juste valeur marchande d’un élément d’actif de l’organisme le cent-vingtième jour (appelé « jour de l’évaluation » au présent article) avant le jour :

(i) de la mise à la poste de l’avis d’intention du ministre de révoquer l’enregistrement de l’organisme, dans le cas d’une révocation en vertu du paragraphe 168(2),

(ii) de la signification du certificat à l’organisme en vertu du paragraphe 6(2) de la *Loi sur l’enregistrement des organismes de bienfaisance (rensei-*

Exception : Loi sur l’enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)

Exception : Loi sur l’enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)

gnements de sécurité), dans le cas d'une révocation en vertu du paragraphe 168(3).

## COMING INTO FORCE

Coming into  
force

**21. This Act, other than section 20, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

## ENTRÉE EN VIGUEUR

**21. La présente loi, à l'exception de l'article 20, entre en vigueur à la date fixée 5**

Entrée en  
vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Public Works and Government Services Canada — Publishing,  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,  
Ottawa, Canada K1A 0S9

<b>MAIL  POSTE</b>	
Canada Post Corporation/Société canadienne des postes	
Postage paid	Port payé
<b>Letter mail</b>	<b>Poste-lettre</b>
<b>03159442</b>	
<b>Ottawa</b>	

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing  
45 Sacré-Coeur Boulevard,  
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions du gouvernement du Canada  
45, boulevard Sacré-Coeur,  
Hull (Québec) Canada K1A 0S9

---

Available from:  
Public Works and Government Services Canada — Publishing,  
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

## EXPLANATORY NOTES

*Income Tax Act*

*Clause 15: New.*

*Clause 16: (1) New.*

(2) The relevant portion of subsection 172(4) reads as follows:

(4) For the purposes of subsection 172(3), the Minister shall be deemed to have refused

...

where the Minister has not notified the applicant of the disposition of the application within 180 days after the filing of the application with the Minister, and, in any such case, an appeal from the refusal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection 172(3) may, notwithstanding anything in subsection 180(1), be instituted under section 180 at any time by filing a notice of appeal in the Court.

(3) New.

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi de l'impôt sur le revenu*

*Article 15 : Nouveau.*

*Article 16 : (1) Nouveau.*

(2) Texte du passage visé du paragraphe 172(4) :

(4) Pour l'application du paragraphe (3), le ministre est réputé avoir refusé :

...

lorsqu'il n'a pas avisé le demandeur de sa décision concernant la demande dans les 180 jours suivant son dépôt; dans ces cas, il peut être interjeté appel à la Cour d'appel fédérale, par le dépôt à cette cour d'un avis d'appel, à tout moment, conformément au paragraphe (3) et malgré le paragraphe 180(1), du refus en vertu de l'article 180.

(3) Nouveau.

*Clause 17:* The relevant portion of subsection 188(1) reads as follows:

**188.** (1) Where the registration of a charity is revoked, the charity shall, on or before the day (in this subsection referred to as the “payment day”) in a taxation year that is one year after the day on which the revocation is effective,

(a) pay a tax under this Part for the year equal to the amount determined by the formula

$$A + B - C - D - E - F$$

where

A is the total of all amounts each of which is the fair market value of an asset of the charity on the day (in this section referred to as the “valuation day”) that is 120 days before the day on which notice of the Minister’s intention to revoke its registration is mailed,

*Clause 18:* The relevant portion of subsection 239(2.21) reads as follows:

(2.21) Every person

...

(b) who is an official to whom taxpayer information has been provided for a particular purpose under paragraph 241(4)(a), 241(4)(d), 241(4)(f), 241(4)(i) or 241(4)(j.1)

and who for any other purpose knowingly uses, provides to any person, allows the provision to any person of, or allows any person access to, that information is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both.

*Clause 19:* New. The relevant portion of subsection 241(4) reads as follows:

(4) An official may

*Article 17:* Texte du passage visé du paragraphe 188(1) :

**188.** (1) L’organisme de bienfaisance dont l’enregistrement est révoqué est tenu, au plus tard le jour (appelé « jour du paiement » au présent paragraphe) d’une année d’imposition qui tombe un an après l’entrée en vigueur de la révocation :

a) d’une part, de payer un impôt pour l’année au titre de la présente partie égal au résultat du calcul suivant :

$$A + B - C - D - E - F$$

où :

A représente le total des montants représentant chacun la juste valeur marchande d’un élément d’actif de l’organisme le cent-vingtième jour (appelé « jour de l’évaluation » au présent article) avant le jour de la mise à la poste de l’avis d’intention du ministre de révoquer l’enregistrement de l’organisme,

*Article 18:* Texte du passage visé du paragraphe 239(2.21) :

(2.21) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l’une de ces peines :

...

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement confidentiel a été fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 241(4)a), d), f), i) ou j.1),

et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la prestation ou l’accès à une autre fin.

*Article 19:* Nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 241(4) :

(4) Un fonctionnaire peut :